



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-29
Séance du 14 septembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 14 septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Huber, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Gouard pouvoir à Mme Pervent

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 21

Absents : 1

Procurations : 01

Votants : 22

Date de convocation et affichage

08 septembre 2020

Objet : Désignation des représentants au conseil d'administration du collège Louis Germain de Saint Jean de Védas

M. le maire informe les membres du conseil municipal que le collège Louis Germain à Saint Jean de Védas est le collège de secteur pour la commune. De ce fait la commune est représentée au conseil d'administration dudit collège et il convient de désigner les nouveaux représentants.

M. le maire invite le conseil municipal à procéder à la désignation des représentants au conseil d'administration du collège Louis Germain à Saint Jean de Védas et propose Mme Laurence Enjalbert, titulaire et M. Jean-René Oudinot suppléant.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité des suffrages exprimés (voix pour : 20, voix contre : 0, abstention : 2) désigne Mme Laurence Enjalbert, titulaire et M. Jean-René Oudinot, suppléant, représentants de la commune au sein du conseil d'administration du collège Louis Germain.

Lavérune le 14 septembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 5.3.6